

BENIN : FICHE PAYS – MAI 2026



Catégorie OCDE (2025) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB-/ B1/ B+

Change : franc CFA / Régime de change fixe (indexation à l'euro)

Horizon de l'objectif de réduction des GES : 16,2% (hors secteur forestier) horizon 2030

FORCES

- Croissance dynamique
- Soutien financier international
- Position de plaque tournante commerciale (réexportation en Afrique de biens importés d'Europe)

FAIBLESSES

- Faible diversification de l'économie dominée par l'agriculture (coton)
- Base d'exportations étroite
- Dépendance à l'égard du Nigéria

SYNTHÈSE :

Evolution : positive

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : le Bénin affiche une croissance économique robuste, portée par une consommation des ménages dynamique, des investissements publics et privés soutenus notamment via les zones économiques spéciales comme Glo-Djigbé. Selon le FMI, la croissance devrait légèrement ralentir à +7% en 2026, compte tenu d'un possible regain d'inflation, puis +6,8% en 2027, tout en restant l'une des plus dynamiques d'Afrique subsaharienne, bien au-dessus de la moyenne régionale (~+4,3%).
- Vulnérabilité des comptes publics : grâce à une croissance dynamique et à des efforts de mobilisation fiscale, le Bénin a respecté le critère de convergence UEMOA dès 2024, avec un déficit ramené à -3% du PIB, qui devrait se stabiliser en 2026-27. Le ratio de dette publique est orienté à la baisse (57,3% en 2025 contre plus de 60% en 2024) et inférieur à la moyenne UEMOA (autour de 64%). La structure de la dette est globalement favorable, à taux fixes et à maturité longue (9,3 ans). Sa gestion active a permis de réduire le poids de son service.
- Vulnérabilité extérieure : la base d'exportation du Bénin est étroite, constituée essentiellement de produits agricoles (coton, fruits). Le pays devrait bénéficier de cours du coton orientés à la hausse en 2026. Toutefois, les importants besoins de biens et de services ainsi que la hausse des prix du pétrole devraient empêcher toute réduction du déficit qui devrait rester de l'ordre de - 5% du PIB. Le ratio d'endettement extérieur, majoritairement concessionnel malgré la progression de la dette de marché, devrait se stabiliser autour de 42% du PIB. Le risque de surendettement est jugé modéré par le FMI.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : les ratios de capitalisation sont satisfaisants et la qualité des portefeuilles tend à s'améliorer, favorisant la baisse du taux de créances douteuses (3,7%). La concentration sectorielle des crédits sur les secteurs du commerce et des activités d'import/export s'est réduite.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : P. Talon, qui dirigeait le pays depuis 2016, a été remplacé par son ancien ministre des Finances M. Wadagni, qui a remporté le scrutin présidentiel en avril 2026 dès le 1^{er} tour. Malgré une tentative de coup d'Etat rapidement maîtrisée en décembre 2025, la situation politique est stable. Le nouveau Président aura cependant des défis à relever, notamment en termes de lutte contre la pauvreté. Le pays fait face à une multiplication des attaques terroristes au Nord, à la frontière avec le Burkina Faso et le Niger, où la situation sécuritaire tend à se dégrader.
- Climat des affaires : le Bénin est relativement mieux classé que ses voisins selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale. D'importants efforts ont été réalisés pour améliorer le climat des affaires, particulièrement pour lutter contre la corruption et favoriser la création d'entreprises et plus généralement soutenir le secteur privé, en particulier les PME.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Bénin est très vulnérable au changement climatique (167^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment aux risques de sécheresse, d'inondations et d'érosion côtière. Il est faible émetteur de GES mais pourra réduire encore ses émissions en privilégiant les sources d'énergie renouvelable. Le Bénin bénéficie d'un programme de la Banque Africaine de Développement (BAD) en faveur du renforcement de la résilience des populations du Sahel et a lancé en 2020 un Programme d'appui des villes au changement climatique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Bangladesh	41,1%	Inde	15,5%
Inde	11,4%	Chine	13,0%
Chine	6,4%	France	9,9%
Pakistan	4,3%	Belgique	4,3%
me)	0,7%	Togo	4,1%

Source: International Trade Center, CNUCED

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Coton	56,0%	Céréales	18,3%
Fruits, graines	15,6%	Combustibles	16,0%
Pdt alimentation animale	4,8%	Voitures, véhicules	6,9%
Fonte, fer et acier	4,1%	Eqpts mécaniques	6,1%
Hydrocarbures	3,9%	Eqpts, matériels électriques	5,8%

Source: International Trade Center, CNUCED



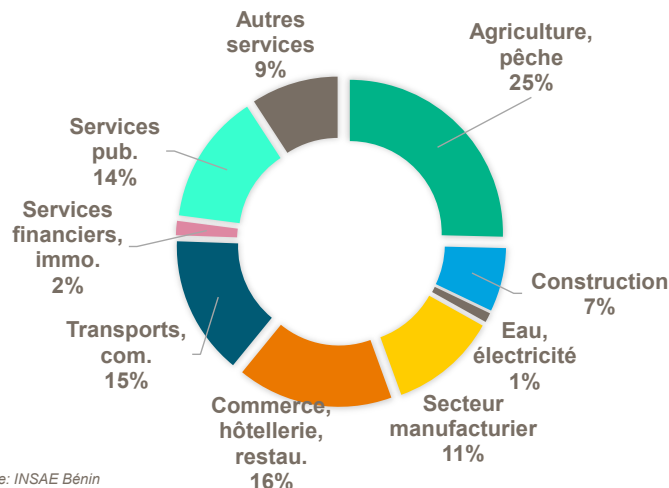
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

Benin	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	17,4	19,7	21,5	24,4	27,8	30,2
<i>Rang PIB mondial</i>	128	126	127	124	121	120
Population (Mns)	13,8	14,1	14,5	14,9	15,4	15,8
<i>Rang Population mondiale</i>	73	73	73	72	71	71
PIB / habitant (USD)	1 267	1 395	1 482	1 634	1 809	1 909
Croissance PIB (%)	6,3	6,4	7,5	7,5	7,0	6,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	2,7	1,2	1,1	2,0	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	4,3	4,2	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	59,7	61,3	60,5	57,3	57,2	55,6
Solde public (% PIB)	-5,6	-4,1	-3,1	-2,9	-2,9	-2,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	11,2	12,0	11,8	12,2	10,1	9,1
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-5,7%	-8,2%	-6,0%	-5,7%	-5,0%	-4,9%
IDE (% du PIB)	1,9%	2,2%	2,0%	1,6%	1,4%	1,4%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,1	3,5	4,6	NA	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	37,6%	38,8%	40,3%	43,5%	42,2%	41,9%
Dette extérieure CT (% PIB)	9,5%	6,6%	NA	NA	NA	NA
Taux de change	622,4	606,6	605,9	581,9	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	16,3	17,7	17,8	NA	NA	NA
Taux de NPL	7,2	4,8	3,7	NA	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	133	128	131	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par habitant (160 pays) ^a	122	133	133	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	167	167	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (REO avril 2025, rapport pays 12/2024); *Banque Mondiale;

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Bénin : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2024)



Source: INSAE Bénin



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie tirée par la production agricole et le transport**

Le secteur agricole (près de 30% du PIB) est dominé par la production de coton, qui pourrait atteindre près de 632 000 t¹ pour la saison 2025/26, permettant au pays de ravir au Mali la place de 1^{er} producteur d'Afrique de l'Ouest. L'anacarde est la 2^e filière d'exportation. Le secteur agricole fait l'objet d'un soutien de l'Etat grâce au « fonds national de développement de l'agriculture ».

L'égrenage du coton et la transformation de produits agricoles (coton et anacarde) constituent les activités principales du secteur manufacturier (11% du PIB). La zone économique spéciale de Glo-Djigbé contribue, en attirant les investisseurs, à leur essor.

Les services liés aux transports sont particulièrement dynamiques, grâce à l'activité du port de Cotonou. Le Bénin assure un accès maritime essentiel pour plusieurs pays enclavés de la région, en particulier le Niger, le Burkina Faso, le Mali. D'importants travaux d'extension sur les installations portuaires, réalisés notamment par Eiffage², devraient renforcer le positionnement du pays comme « hub » régional.

- **L'activité devrait ralentir mais rester parmi les plus dynamiques de la zone en 2026-27**

Le Bénin enregistre un taux de croissance soutenu (+6,8% en moyenne sur 2021-24).

Au T3 2025, le PIB a progressé de +8,8% en g.a. (+ 7.6% au T2), tiré par la consommation des ménages qui a bénéficié du repli de l'inflation. Les investissements, publics comme privés, devraient rester élevés en 2026, encouragés par l'activité de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé, orientée vers la production textile et la transformation agro-alimentaire. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a en outre assoupli sa politique monétaire face au ralentissement de l'inflation au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), abaissant progressivement son taux de 5,5% à 5% entre juin 2025 et mars 2026.

L'amélioration de la situation économique et le renforcement des relations avec le Nigéria, un partenaire majeur du Bénin, devrait également contribuer à la hausse des échanges. Enfin, les activités liées au tourisme devraient également être porteuses.

Bien que **peu exposé directement aux pays du Golfe**, le Bénin pourrait être pénalisé par les conséquences du conflit en Iran en raison d'un possible regain d'inflation en lien avec la hausse des cours du pétrole. En avril 2026, le prix des carburants au Bénin restait néanmoins l'un des plus bas d'Afrique de l'Ouest³ grâce

¹ Coton : les prévisions de récolte pour 2025/2026 replacent le Bénin devant le Mali

² Au Bénin, une cérémonie pour la réception de la première phase des travaux d'extension du port de Cotonou

à des frais de logistiques réduits par la proximité du port de Cotonou et surtout aux subventions accordées par l'Etat. Toutefois, le gouvernement restant engagé dans une politique de maîtrise de ses finances publiques, le maintien de cours élevés pendant plusieurs mois pourrait le contraindre à limiter son soutien et provoquer une hausse des prix au second semestre, avec un potentiel effet sur la demande intérieure. Le risque de reprise de l'inflation pourrait en outre pousser la BCEAO à interrompre la baisse de son taux. Par ailleurs les difficultés d'approvisionnement et la hausse du coût des engrais pourraient peser sur les rendements agricoles. Enfin, un éventuel affaiblissement des échanges mondiaux pourrait peser sur les activités du port de Cotonou.

La croissance pourrait ainsi se tasser un peu à +7% en 2026 (+7,5% en 2025) **et 6,8% en 2027** selon le FMI⁴ mais resterait l'une des plus dynamiques de la zone UEMOA et nettement supérieure à la moyenne d'Afrique Sub-saharienne (respectivement +4,3% et +4,4%). La mise en œuvre du **Plan National de Développement** (PND) 2026-35 approuvé en mai 2026 devrait contribuer à soutenir l'activité.

- **Le secteur bancaire tend à se renforcer**

Le secteur bancaire compte une quinzaine d'établissements (fin 2024). Sa capitalisation est satisfaisante et se renforce. Le ratio de capitalisation pondéré, qui atteignait à peine 10% en 2019 était de 17,8% mi-2024 (dernière donnée disponible), soit au-dessus du minimum requis (11,5%) par la BCEAO.

Le ratio de prêts non performants est en constante amélioration, à 3,7% en 2024 (contre 17,7% en 2019). D'importants efforts ont été réalisés pour améliorer le cadre réglementaire.

Des mesures ont été prises pour augmenter l'offre de **financements** en faveur des PME. La Poste a ainsi été autorisée à développer une activité bancaire et un projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin (PAEB) a été lancé, avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD) et de l'UE.

La répartition sectorielle des prêts a été rééquilibrée. Le poids du secteur de la construction, qui atteignait 30% du total des crédits en 2019, a été ramené à 15,6% en 2024 au profit notamment du secteur financier / services aux entreprises (de 3,5% en 2019 à 16% en 2024). La baisse de la part du secteur manufacturier, atteignant 5% en 2024, soit la moitié de son niveau 2019, interroge en revanche sur la capacité du pays à financer la diversification de son économie.

A noter que l'Etat a exercé son droit de préemption sur les actifs de Société Générale du Bénin, détenue à 94%

³ Prix du diesel en Afrique de l'Ouest : Le Bénin est à 555 F, le Mali à 940 F et le Nigeria 1.637 Naira

⁴ Regional Eco Outlook Avril 2026



par la Société Générale qui a décidé de se retirer du marché béninois. Cette opération renforcera encore le poids de l'Etat dans le secteur bancaire.

2. FINANCES PUBLIQUES

• Un déficit public maîtrisé

Les mesures destinées à améliorer la mobilisation des recettes fiscales⁵, renforcées par une croissance dynamique, ont permis au pays de respecter le critère de convergence UEMOA (déficit de -3% du PIB) dès 2024, avec un an d'avance sur le calendrier du gouvernement. La progression des recettes fiscales, grâce à la forte croissance et aux efforts de mobilisation des taxes et impôts, devrait compenser la hausse attendue des dépenses d'investissement et de défense. **Le déficit devrait ainsi se stabiliser autour de -3% en 2026-27.** Les subventions sur les carburants et les engrais, en lien avec l'impact sur les prix du conflit en Iran, entraînent toutefois un risque de dérapage. L'Etat dispose toutefois d'une certaine marge de manœuvre.

• Risque modéré de surendettement

En 2025, le FMI a réintégré dans la dette publique, conformément aux normes statistiques internationales, plusieurs prêts extérieurs transférés en 2021 à des entreprises publiques et semi-publiques. Le ratio d'endettement a en conséquence été revu à la hausse à de l'ordre de 6 pts de PIB à 61% en 2023 (55% précédemment). La qualification de risque modéré de surendettement du Bénin n'a pas été remise en cause, le ratio ayant ensuite baissé pour atteindre 57% en 2025⁶, un niveau inférieur à la moyenne de la zone UEMOA (64,6 % du PIB en 2025). Cette tendance pourrait se poursuivre : le FMI table sur un ratio à 55,6% du PIB en 2027.

La structure de la dette du Bénin est plutôt favorable. Elle est à plus de 80% extérieure à fin 2024. La durée moyenne d'échéance est estimée à 9,3 ans et la quasi-totalité des créances est à taux fixes selon Fitch Ratings. Les garanties de l'Etat sur les engagements des compagnies publiques sont très limitées (0,3% du PIB en faveur du Port of Cotonou).

La dette locale est composée majoritairement de titres émis sur le marché de l'UEMOA, avec des taux d'intérêt orientés à la baisse en 2025 mais qui restent relativement élevés (7,3% à 10 ans début avril 2026 pour le Bénin, comparables à ceux obtenus par la Côte d'Ivoire).

L'annulation d'une partie de la dette du Bénin par la Chine en 2023 et les mesures de **gestion active ont permis de réduire nettement le poids de son service.** Selon le FMI, le ratio de service de la dette / recettes

⁵ Le ratio recettes fiscales / PIB progresse régulièrement et pourrait atteindre 15,2% en 2025 selon Fitch Ratings (11,5 % en 2022), dépassant la moyenne UEMOA (14,5% fin 2024 selon le FMI – REO d'avril 2026).

⁶ Il est comparable à celui de la Côte d'Ivoire (56%), mais nettement inférieur à la dette publique du Sénégal (130,2%) ou du Togo (64,7%).

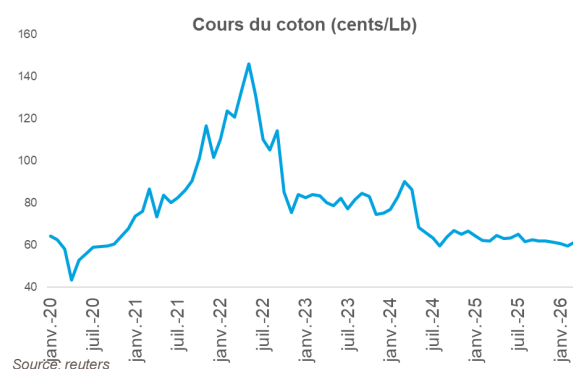
devrait atteindre en moyenne 32% en 2026 mais baisser à 23% en 2027.). **La charge d'intérêt, qui avait atteint un pic de 20% des revenus de l'Etat en 2021 pourrait être inférieure à 10% en 2027.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Déficit courant élevé et persistant

Les exportations du Bénin sont constituées essentiellement de produits agricoles (coton pour 56% des exportations en moyenne sur la période 2020-2024) et de fruits (noix de cajou notamment). Les volumes de production de coton devraient rester élevés. Malgré la montée en puissance de la vente à l'étranger de textiles produits localement⁷, les exportations de coton brut devraient rester dominantes. Le poids du coton dans le total des exportations a baissé pour atteindre 47% en 2024 contre 62% en 2021, mais davantage en raison de la progression des ventes d'autres produits agricoles (noix de cajou, soja).

Les cours du **coton**, après avoir presque triplé entre mars 2020 et mai 2022, se sont progressivement repliés pour retrouver leur niveau de 2021 et se stabiliser en 2025. Les prix se sont redressés début 2026 dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution de l'offre en raison de la baisse annoncée des superficies cultivées dans les grands pays producteurs (Brésil, Chine ou Australie, Etats-Unis) en lien avec les conditions climatiques (sécheresse). Le conflit au Moyen-Orient devrait en outre renchérir le prix des engrais, qui pourrait provoquer une baisse des rendements, accentuant les pressions sur l'offre. Le Bénin devrait ainsi bénéficier de cours du coton élevés en 2026-27.



Le renforcement des liens avec le Nigeria⁸ devrait également favoriser les échanges. Mais les **importants besoins de biens et services importés** pour le développement de la zone de Glo-Djigbé et les **cours plus élevés du pétrole** devraient empêcher toute amélioration significative du **déficit courant qui se stabiliserait autour de -5% du PIB.**

⁷ Le Bénin produit notamment une partie des maillots destinés à la Coupe du Monde de Football 2026

⁸ En mai 2025, les deux pays ont déployé le Système interconnecté de gestion des marchandises en transit (SIGMAT), afin de fluidifier le commerce transfrontalier.



Les transformations de l'économie béninoise et le dynamisme de la croissance rendent le pays attractif pour les investisseurs. Les flux d'investissements directs (IDE) ont nettement progressé de +57% entre 2021 et 2024 à 543 M\$⁹. Malgré la tentative de coup d'Etat fin décembre 2025 et les menaces terroristes au nord, **la stabilité du pays devrait être renforcée par le résultat des élections de 2026** (cf. Partie 4).

- **Une gestion active de la dette extérieure**

La dette extérieure du Bénin est exclusivement publique, peu élevée (environ 42% du PIB) et sa structure est plutôt favorable, dominée par la dette concessionnelle (environ 62%). Ainsi, le risque de surendettement extérieur est jugé modéré par le FMI.

Le pays continue à bénéficier du soutien financier des institutions internationales (notamment du FMI) mais aussi des Etats étrangers (en particulier de la France et de la Chine). **Le Bénin a réalisé plusieurs opérations de gestion active** de sa dette afin d'en améliorer le profil ; des émissions d'Eurobonds ont permis, depuis 2019, de refinancer des titres à des taux plus avantageux et d'allonger leur maturité. En 2021, le Bénin a émis le premier Eurobond¹⁰ destiné à financer les investissements relatifs à la réalisation des objectifs de développement durables (ODD) des Nations-Unies. Le gouvernement, dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses sources de financement, a annoncé début 2026, sa première émission internationale de Sukuk international souverain¹¹ (500 M\$, à 7 ans).

Le maintien d'une gestion proactive de la dette et une surveillance renforcée de la dette des entreprises publiques contribuent à atténuer les risques de refinancement extérieur.

Le ratio du service de la dette externe/ exportations est attendu par le FMI à 11,7% pour 2026, inférieur au seuil recommandé par l'institution pour le pays (15%). L'Etat n'est pas exposé à la hausse des taux liée au conflit en Iran dans la mesure où sa prochaine échéance **d'Eurobond est fixée en 2032**.

- **Risque de change atténué par l'indexation du Franc CFA à l'euro**

Membre de l'UEMOA, le Bénin appartient à la zone Franc. Fin décembre 2019, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé **une réforme du Franc CFA**, prévoyant notamment un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en ECO¹² et la suppression de l'obligation de la BCEAO de déposer au moins 50% de ses réserves auprès du Trésor français. En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro n'ont été remises en cause par cette**

réforme, dont la mise en œuvre n'est pas encore effective.

Le cours du F CFA s'est apprécié de plus de 13% par rapport au dollar en 2025, en raison de l'affaiblissement du dollar face à l'euro. Au cours des premiers mois 2026, le F CFA a eu tendance à se stabiliser.

Les réserves de la zone UEMOA, centralisées par la BCEAO, ont nettement progressé en 2025, couvrant 7 mois d'importation contre 4,6 en 2024. Les émissions souveraines de plusieurs pays de la zone (Côte d'Ivoire et Bénin en particulier) et les financements obtenus auprès des prêteurs officiels (notamment FMI) devraient permettre, au minimum, de stabiliser les réserves en 2026-27.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Changement dans la continuité après les élections présidentielles d'avril 2026**

En décembre 2025, le pays a connu une tentative de coup d'Etat par un groupe de soldats rebelles, rapidement maîtrisés par l'armée régulière, avec l'aide de la force de soutien régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En janvier 2026, la coalition de partis¹³ favorables au Président P. Talon a remporté les élections législatives (78% des voix, totalité des 109 sièges). Aucun parti d'opposition ne dispose de représentants désormais dans la nouvelle Assemblée, faute d'avoir obtenu le minimum de 20% de voix imposé par le nouveau code électoral.

Patrice Talon, qui dirigeait le pays depuis mars 2016, a, conformément à la Constitution, renoncé à se présenter pour un 3^{ème} mandat en avril 2026. C'est Romuald Wadagni, son ancien ministre des Finances et candidat de la majorité, qui a remporté le suffrage avec plus de 94 % des voix (près de 59% de participation). L'opposition n'avait pas été en mesure de présenter des candidats faute de parrainages suffisants et d'un accès limité aux médias.

Le programme du nouveau président est dans la continuité de celui mis en place par son prédécesseur : croissance et gestion des finances publiques, avec un objectif de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'accès aux services publics.

Le pays doit faire face à la menace des groupes terroristes djihadistes présents dans les pays voisins, notamment au Nord, à la frontière avec le Burkina Faso. La sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO et le départ des forces de maintien de la paix

⁹ Données CNUCED

¹⁰ 500 Mns €, au taux de 4,8% pour une échéance en 2035

¹¹ Titre obligataire conforme à la charia. 1er sukuk international émis par un pays d'Afrique subsaharienne depuis 2014

¹² ECO était le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc

¹³ Partis de centre droit Union progressiste le renouveau (UP-R) et centriste Bloc Républicain (BR)



font craindre une accentuation de la menace terroriste et son extension aux pays voisins, dont le Bénin. Les attaques se multiplient.

- **Lents progrès en matière de gouvernance**

Le Bénin est mieux classé que les pays voisins selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, en particulier en termes d'efficacité du gouvernement et de stabilité politique. Les efforts en matière de lutte contre la corruption permettent au pays de progresser dans le **classement Transparency international 2024** (69^{ème} contre 83^{ème} en 2020). Le pays a engagé plusieurs réformes pour améliorer l'environnement des affaires et encourager le secteur privé : Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx), modernisation du système de passation des marchés publics, registres fonciers, zones économiques spéciales, unification du cadre légal des partenariats public-privé (PPP)...). En avril 2025, le gouvernement béninois a approuvé le plan stratégique 2024-2029 de l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME) afin de contribuer à la promotion et au développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Bénin à travers l'accompagnement et le financement.

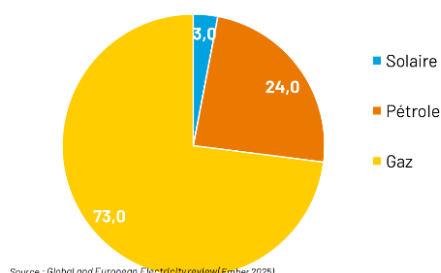
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Bénin est **très exposé aux changements climatiques** (167^{ème} sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité de ND Gain), en particulier aux **risques de sécheresse, d'inondations et d'érosion côtière**. Sa vulnérabilité est liée à la fois au poids du secteur agricole

dans l'économie et à la concentration de l'activité sur les zones côtières (ports). Selon la Banque Mondiale, en cas de réchauffement de 2,7 °C, 98 % du territoire béninois serait exposé à des températures extrêmes d'ici 2070.

Le pays figure parmi les plus faibles émetteurs de gaz à effet de serre (133^{ème} sur 160). Ses émissions proviennent principalement des secteurs de l'énergie (47%) et de l'agriculture (45%). L'objectif du Bénin est de réduire ses émissions (hors secteur forestier) de 16% sur la période 2021 à 2030, grâce notamment au développement des sources d'énergies renouvelables (moins de 5% du mix énergétique actuellement).

Bénin : production d'électricité par sources, en % (2023=1TWh)



Le pays a adopté une politique de gestion du changement climatique 2021-30, ainsi qu'un plan d'adaptation (amélioration de la gestion des eaux pluviales, de l'urbanisation). Le Bénin bénéficie d'un programme de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour **renforcer la résilience des populations du Sahel** (Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique – PIDACC). Le pays développe depuis 2022 des cultures oléagineuses destinées au système de bio-raffinage d'ENI.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.